



CHAPITRE 68

Régime de retraite des enseignants

[Sanctionné le 6 août 1965]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. Dans la présente loi:

a) « enseignant » désigne une personne qui occupe une fonction pédagogique ou éducative dans une institution d'enseignement, sous la direction

1° de commissaires ou syndics d'écoles, ou

2° du gouvernement de la province, ou

3° d'une corporation reconnue à cette fin par le lieutenant-gouverneur en conseil;

b) « commissaires ou syndics d'écoles » comprend une commission scolaire régionale, une commission scolaire centrale, le Bureau métropolitain des écoles protestantes de Montréal, le Bureau des écoles protestantes de Québec métropolitain, la Commission des écoles catholiques de Québec, la Commission des écoles catholiques de Montréal et généralement toute commission et tout bureau constitués pour fins d'administration d'écoles publiques dans la province;

c) « année scolaire » désigne les douze mois compris entre le 1er juillet d'une année et le 30 juin inclusivement de l'année suivante;

d) « âge de la pension de vieillesse » signifie:

1° en 1965, soixante-dix ans;

CHAPTER 68

Teachers Pension Plan

[Assented to 6th August 1965]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. In this act:

(a) "teacher" means a person holding a pedagogical or educational position in a teaching institution under the control

(1) of school commissioners or trustees, or

(2) of the government of the Province, or

(3) of a corporation recognized for such purpose by the Lieutenant-Governor in Council;

(b) "school commissioners or trustees" includes a regional school board, a central school board, the Protestant School Board of Greater Montreal, the Protestant School Board of Greater Quebec, the Quebec Catholic School Commission, the Montreal Catholic School Commission and generally every commission and every board constituted for the administration of public schools in the Province;

(c) "school year" means the twelve months from the 1st of July of one year to and including the 30th of June of the next year;

(d) "statutory old age" means:

(1) in 1965, seventy years;

Meaning:

"teacher";

"school commissioners or trustees";

"school year";

"statutory old age";

2° en 1966, soixante-neuf ans;
 3° en 1967, soixante-huit ans;
 4° en 1968, soixante-sept ans;
 5° en 1969, soixante-six ans;
 6° en 1970 et par la suite, soixante-cinq ans;

« rente universelle ».

e) « rente universelle » désigne une rente payable en vertu du Régime de rentes du Québec ou d'un régime équivalent au sens de cette loi.

Pension annuelle.

2. Il est accordé par le lieutenant-gouverneur en conseil une pension annuelle de retraite à tout enseignant

a) qui a au moins trente-cinq ans de service; ou

b) qui a atteint l'âge de soixante-cinq ans ou, s'il s'agit d'une personne du sexe féminin, de soixante ans; ou

c) qui a au moins dix ans de service et soixante-deux ans d'âge ou, s'il s'agit d'une personne du sexe féminin, cinquante-huit ans; ou

d) qui a au moins dix ans de service et est devenu incapable d'exercer ses fonctions ordinaires à raison d'infirmité corporelle ou mentale.

Base de la pension.

3. La pension est basée sur le traitement moyen de l'enseignant pour les cinq années les mieux rémunérées de son service ou pour chacune de ses années de service s'il en a moins de cinq.

Pourcentage.

Elle est fixée à 2% de ce traitement moyen par année de service.

Calcul.

Pour le calcul de la pension, il n'est pas tenu compte de plus de trente-cinq ans de service.

Réduction.

Toutefois, à compter du mois qui suit la retraite de l'enseignant à raison d'infirmité ou le jour où il a atteint l'âge de la pension de vieillesse, la pension est réduite de 0.7% du traitement moyen par année de service postérieure au 1er janvier 1966 mais antérieure à cet âge.

Exception.

Cette réduction ne s'applique pas à l'enseignant mis à la retraite en 1966 ou mis à la retraite à raison d'infirmité avant le 1er janvier 1970.

Maximum des gains admissibles.

Elle ne se calcule pas sur la partie du traitement moyen qui excède la moyenne du maximum des gains admissibles au sens du Régime de rentes du Québec pour

(2) in 1966, sixty-nine years;

(3) in 1967, sixty-eight years;

(4) in 1968, sixty-seven years;

(5) in 1969, sixty-six years;

(6) in 1970 and thereafter, sixty-five years;

(e) "general pension" means a pension payable under the Quebec Pension Plan or a similar plan within the meaning of that act.

2. The Lieutenant-Governor in Council shall grant an annual retirement pension to every teacher

(a) who has at least thirty-five years of service; or

(b) who has reached the age of sixty-five years or, in the case of a female person, sixty years; or

(c) who has at least ten years of service and is sixty-two years of age or, in the case of a female person, fifty-eight years of age; or

(d) who has at least ten years of service and has become unable to perform his ordinary duties by reason of physical or mental infirmity.

3. The pension shall be based on the average salary of the teacher for the five highest-paid years of his service or for each of his years of service if he has less than five.

It shall be fixed at 2% of such average salary per year of service.

In computing the pension, not more than thirty-five years of service shall be counted.

Nevertheless, from the month following the teacher's retirement by reason of infirmity or the day when he reaches statutory old age, the pension shall be reduced by 0.7% of the average salary per year of service after the 1st of January 1966 but prior to such age.

Such reduction shall not apply to a teacher superannuated in 1966 or superannuated by reason of infirmity before the 1st of January 1970.

It shall not be computed upon that portion of the average salary which exceeds the average Maximum Pensionable Earnings within the meaning of the Que-

les cinq années les mieux rémunérées qui ont précédé la retraite de l'enseignant.

bec Pension Plan for the five highest-paid years preceding the teacher's superannuation.

Restriction.

Elle ne doit pas rendre la pension inférieure à 2% du traitement moyen de l'enseignant pour les cinq années les mieux rémunérées de son service avant le 1er janvier 1966 par année de service avant cette date.

It shall not make the pension less than 2% of the teacher's average salary for the five highest-paid years of his service before the 1st of January 1966 per year of service before such date.

Montant minimum.

4. Le montant de toute pension ou demi-pension accordée après dix années de service, sauf celle qui est prévue à l'article 14, est porté à neuf cents dollars par année déduction faite du montant initial de la rente universelle tant que le titulaire n'a pas atteint l'âge de la pension de vieillesse, ou ne peut profiter de la Loi de l'assistance aux personnes âgées, de la Loi des allocations aux aveugles ou de la Loi de l'aide aux invalides.

4. The amount of every pension or half pension granted after ten years of service, except that provided for in section 14, shall be increased to nine hundred dollars per year less the basic amount of the general pension as long as the pensioner has not reached statutory old age or cannot avail himself of the Aged Persons Assistance Act, the Blind Persons Allowances Act or the Disabled Persons Assistance Act.

Calcul de la durée des services.

5. Dans le calcul de la durée des services d'un enseignant:

5. In computing the duration of a teacher's service:

a) une période d'enseignement à temps partiel au cours d'une année est comptée comme une fraction d'année;

(a) a part-time teaching period during a year shall be counted as a fraction of a year;

b) il ne peut être compté plus d'une année de service au cours d'une même année scolaire;

(b) not more than one year of service during the same school year shall be counted;

c) une période d'enseignement pour laquelle les retenues n'ont pas été effectuées ou ont été remboursées n'est pas comptée.

(c) a teaching period during which deductions were not made or were reimbursed shall not be counted.

Idem.

La fraction visée au paragraphe a est égale à la proportion que représente le traitement reçu par l'enseignant par rapport à celui qu'il aurait reçu pour une fonction équivalente à temps complet. Le traitement que l'enseignant aurait reçu est établi d'après l'échelle de traitements fixée par la convention collective ou, à défaut, par le ministre de l'éducation.

The fraction referred to in paragraph a shall be equal to the ratio that the salary received by the teacher bears to the salary which he would have received for an equivalent position on a full-time basis. The salary which the teacher would have received shall be determined in accordance with the scale of salaries fixed in the collective agreement or, failing that, by the Minister of Education.

Traitement.

6. Le traitement au sens de la présente loi comprend le salaire régulier stipulé au contrat de travail de l'enseignant mais ne comprend pas les rémunérations additionnelles ou bonis.

6. Salary, within the meaning of this act, shall include the regular salary provided for in the teacher's contract of employment but shall not include additional remuneration or bonuses.

Idem.

Toutefois, si, pour une année scolaire, la durée des services calculée suivant le dernier alinéa de l'article 5 excède une année, le traitement pour cette année est calculé en divisant le traitement reçu par la fraction.

If, however, the duration of services for a school year computed in accordance with the last paragraph of section 5 exceeds one year, the salary for such year shall be computed by dividing the salary received by the fraction.

Mise à la retraite.

7. La mise à la retraite d'un enseignant n'a lieu qu'à sa demande, après la fin de l'année scolaire au cours de laquelle il y est devenu admissible.

7. A teacher shall be superannuated at his request, after the end of the school year in which he becomes qualified for superannuation.

Superannuation.

Pension pour infirmité.

Cependant le paiement de la pension à raison d'infirmité commence le premier jour du mois qui suit la date où le traitement cesse.

Nevertheless, payment of the pension by reason of infirmity shall begin on the first day of the month following the date when the salary ceases.

Pension for infirmity.

Devoir du Conseil de la trésorerie.

Le Conseil de la trésorerie s'assure que l'enseignant qui demande sa mise à la retraite y a droit.

The Treasury Board shall satisfy itself that the teacher applying for superannuation is entitled thereto.

Duty of Treasury Board.

Paiement.

8. La pension de tout enseignant à sa retraite lui est payée sa vie durant par le ministre des finances, par mensualités et à terme échu.

8. The pension of every superannuated teacher shall be paid to him during his lifetime by the Minister of Finance in monthly payments but not in advance.

Payment.

Dernier versement.

9. Lorsqu'un enseignant à la retraite décède, sa pension court jusqu'au premier jour du mois suivant et sa veuve, ou à son défaut, ses héritiers, ont alors droit de recevoir le versement mensuel qui est échu.

9. When a superannuated teacher dies, his pension shall continue until the first day of the following month and his widow, or if he leaves no widow, his heirs, shall then be entitled to receive the monthly payment due.

Last payment.

Pension à la veuve.

10. A compter du jour où cesse le paiement de la pension ou, selon le cas, le paiement du traitement de l'enseignant, sa veuve reçoit aussi longtemps que dure son état de viduité la moitié de la pension qu'il recevait ou qu'il aurait eu le droit de recevoir s'il avait été à sa retraite.

10. From the day when payment of the pension, or payment of the teacher's salary, as the case may be, ceases, his widow shall receive, during widowhood, one-half of the pension which he was receiving or would have been entitled to receive had he been superannuated.

Widow's pension.

Enfants.

A compter du jour où cesse, par suite de décès, le paiement de la pension ou le paiement du traitement d'un enseignant du sexe féminin dont l'époux est décédé, ses enfants qui n'ont pas atteint l'âge de dix-huit ans reçoivent la moitié de la pension qu'il recevait ou qu'il aurait eu le droit de recevoir s'il avait été à sa retraite.

From the day when, owing to death, payment of the pension or salary of a female teacher whose husband has died ceases, her children who have not reached the age of eighteen years shall receive one-half of the pension which she was receiving or which she would have been entitled to receive had she been superannuated.

Children.

Idem.

11. Si l'épouse d'un enseignant décède avant lui ou si, lui ayant survécu, elle décède ou contracte un nouveau mariage, la demi-pension est payée à ceux des enfants de cet enseignant qui n'ont pas atteint l'âge de dix-huit ans.

11. If the wife of a teacher predeceases him or, having survived him, dies or remarries, the half pension shall be paid to those children of such teacher who have not reached the age of eighteen years.

Idem.

Décès avant 1968.

12. Dans le cas d'un enseignant qui décède après le 1er janvier 1968 et avant l'âge de la pension de vieillesse, la demi-pension se calcule en faisant la réduction prévue au cas de retraite à raison d'infirmité.

12. In the case of a teacher who dies after the 1st of January 1968 and before reaching statutory old age, the half pension shall be computed by making the reduction prescribed for in case of retirement by reason of infirmity.

Death before 1968.

Paiement
de la
demi-
pension.

13. La demi-pension est payée par mensualités et à terme échu et court jusqu'au premier jour du mois qui suit la date du mariage ou du décès de la veuve, ou de la date à laquelle les enfants du défunt ont atteint l'âge de dix-huit ans.

13. The half pension shall be paid in monthly payments but not in advance and shall continue until the first day of the month following the date of marriage or death of the widow, or the date when the children of the deceased have reached the age of eighteen years.

Payment
of half
pension.

Pension
différée.

14. Si, après dix ans de service, un enseignant cesse d'occuper une fonction visée par la présente loi, il a droit à une pension différée jusqu'à ce qu'il ait atteint l'âge de soixante-cinq ans ou, s'il s'agit d'une personne du sexe féminin, celui de soixante ans. S'il décède dans l'intervalle, la demi-pension devient payable en vertu des articles 10 et 11, sinon les retenues sont alors remises à ses enfants ou, à défaut, à ses ayants droit.

14. If, after ten years of service, a teacher ceases to hold a position contemplated by this act, he shall be entitled to a pension deferred until he reaches the age of sixty-five years or, in the case of a female person, the age of sixty years. If he dies in the meantime, the half pension shall become payable under sections 10 and 11, otherwise the deductions shall then be returned to his children or, if he leaves no children, his legal representatives.

Deferred
pension.

Réduction
de la
pension.

15. La pension accordée en vertu des paragraphes *a*, *b* et *c* de l'article 2 est réduite dès que le titulaire occupe une fonction visée par la présente loi ou par le Régime de retraite des fonctionnaires et reçoit un traitement excédant 30% du traitement moyen qui sert de base à la fixation de sa pension. La réduction est égale à l'excédent.

15. The pension granted under paragraphs *a*, *b* and *c* of section 2 shall be reduced upon the pensioner's holding a position contemplated by this act or the Civil Service Superannuation Plan and receiving a salary exceeding 30% of the average salary on which his pension is based. The reduction shall be equal to the excess.

Reduction
of
pension.

Fin de la
pension
pour infir-
mité.

La pension accordée en vertu du paragraphe *d* de l'article 2 court jusqu'au premier jour du mois qui suit la date où cesse la cause en vertu de laquelle elle a été obtenue.

The pension granted under paragraph *d* of section 2 shall continue until the first day of the month following the date when the cause for which it was obtained ceases.

End of
infirmity
pension.

Retenue
sur traite-
ment.

16. L'employeur doit faire sur le traitement de tout enseignant une retenue de 5% jusqu'à concurrence du montant de son exemption personnelle au sens du Régime de rentes du Québec, de 3.2% sur l'excédent jusqu'à concurrence du montant du maximum de ses gains admissibles au sens dudit Régime, et de 5% sur le reste.

16. Out of the salary of every teacher his employer shall make a deduction of 5% up to the amount of his personal exemption within the meaning of the Quebec Pension Plan, of 3.2% on the excess up to the amount of his Maximum Pensionable Earnings within the meaning of the said Plan, and of 5% on the balance.

Salary de-
duction.

Idem.

Cette retenue est effectuée sur chaque versement du traitement.

Such deduction shall be made from each salary payment.

Rapport
mensuel.

Un rapport mensuel indiquant le montant des retenues doit être adressé au ministre des finances.

A monthly report stating the amount of the deductions shall be sent to the Minister of Finance.

Monthly
report.

Déduc-
tion du
montant
des rete-
nues.

17. Le montant des retenues est déduit d'une subvention payable conformément à la Loi des subventions aux commissions scolaires (Statuts refondus, 1964,

17. The amount of the deductions shall be deducted from any grant payable in accordance with the School Boards Grants Act (Revised Statutes, 1964, chap-

How de-
ductions
made.

chapitre 237) ou, suivant le cas, conformément à la Loi des subventions aux institutions d'enseignement classique et à d'autres écoles (Statuts refondus, 1964, chapitre 238) ou à la Loi de l'aide aux universités (Statuts refondus, 1964, chapitre 239).

Verse-
ment par
l'em-
ployeur.

Lorsqu'il n'y a pas de subvention ou que le montant des retenues excède le montant de la subvention, l'employeur verse les retenues ou l'excédent au ministre des finances à la fin de l'année scolaire.

Idem.

18. Si l'employeur visé par le sous-paragraphe 3° du paragraphe *a* de l'article 1 ne reçoit pas de subvention en vertu d'une loi mentionnée à l'article 17, il doit verser mensuellement au ministre des finances le double de la retenue faite en vertu de la présente loi.

Rembour-
sement
des re-
tenues.

19. L'enseignant qui, au cours d'une année scolaire, reçoit pour ses services moins de six cents dollars n'est pas censé avoir occupé une fonction visée par la présente loi. Les sommes qui ont été retenues sur son traitement lui sont remboursées.

Idem.

20. Si, avant le temps où une pension ou une pension différée peut lui être accordée, un enseignant cesse d'occuper une fonction visée par la présente loi, les sommes qui ont été retenues sur son traitement lui sont remboursées lorsqu'il en fait la demande.

Idem.

21. Si un enseignant décède avant qu'une pension lui ait été accordée et sans qu'une demi-pension devienne payable les sommes qui ont été retenues sur son traitement sont remises à sa veuve ou, à défaut, à ses enfants ou, à défaut, à ses ayants droit.

Incessibi-
lité et in-
saisissabi-
lité.

22. La pension, la demi-pension, la pension différée et les remboursements sont incessibles et insaisissables.

Paiement
sur le
fonds con-
solidé.

23. Le paiement des pensions, des demi-pensions et des remboursements est fait sur le fonds consolidé du revenu.

ter 237) or in accordance with the Classical Educational Institutions and Other Schools Subsidy Act (Revised Statutes, 1964, chapter 238), or the University Assistance Act (Revised Statutes, 1964, chapter 239), as the case may be.

When there is no grant or the amount of the deductions exceeds the amount thereof, the employer shall pay the deductions or the excess to the Minister of Finance at the end of the school year.

Payment
by em-
ployer.

18. If an employer contemplated in sub-paragraph 3 of paragraph *a* of section 1 does not receive any grant under an act mentioned in section 17, he shall pay monthly to the Minister of Finance twice the amount of the deductions made under this act.

19. A teacher who receives, for his services during a school year, less than six hundred dollars is not deemed to have held a position contemplated by this act. Any sums deducted from his salary shall be reimbursed to him.

Deduc-
tions re-
imbursed.

20. If, prior to the time when he may be granted a pension or a deferred pension, a teacher ceases to hold a position contemplated by this act, the sums deducted from his salary shall be reimbursed to him on his application.

Idem.

21. If a teacher dies before he is granted a pension and a half pension does not become payable, the sums deducted from his salary shall be returned to his widow or, if he leaves no widow, to his children, or, if he leaves no children, to his legal representatives.

Idem.

22. The pension, half pension, deferred pension and reimbursements shall be neither transferable nor subject to seizure.

Pension,
etc., not
transfer-
able, etc.

23. The pensions, half pensions and reimbursements shall be paid out of the consolidated revenue fund.

Consoli-
dated
revenue
fund.

Restriction.

24. Les articles 14 et 20 ne s'appliquent pas à l'enseignant qui cesse d'occuper une fonction visée par la présente loi et qui, en vertu du Régime de retraite des fonctionnaires ou par suite d'une entente selon l'article 26, a droit pour fins de pension à ses années de service comme enseignant.

24. Sections 14 and 20 shall not apply to a teacher who ceases to hold a position contemplated by this act and who, under the Public Officers Superannuation Plan or in consequence of an agreement under section 26, is entitled for pension purposes to his years of service as a teacher.

Restriction.

Années de service pouvant être comptées.

25. Tout enseignant a droit de faire compter, pour fins de pension, les années de service qu'il a droit de faire compter en vertu du Régime de retraite des fonctionnaires pourvu qu'il n'ait pas reçu de remboursement de ses contributions.

25. Any teacher may have counted for pension purposes the years of service to which he is entitled under the Public Officers Superannuation Plan, provided that he has not received any reimbursement of his contributions.

Years of service.

Entente avec le gouvernement du Canada, etc.

26. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le ministre des finances à conclure une entente avec le gouvernement du Canada, le gouvernement d'une autre province qui a un régime de retraite pour ses enseignants ou, avec l'autorité compétente d'un autre pays, pour faire compter pour fins de pension en vertu de la présente loi les années de service d'un enseignant sous une autre autorité.

26. The Lieutenant-Governor in Council may authorize the Minister of Finance to make an agreement with the Government of Canada, the government of another Province having a pension plan for its teachers, or with the proper authorities of another country, to have counted for pension purposes under this act the years of service of a teacher under another authority.

Agreement with government of Canada, etc.

Idem.

Cette entente peut également prévoir les versements à faire sur le fonds consolidé du revenu pour les ajustements financiers stipulés.

Such agreement may also provide for payments out of the consolidated revenue fund on account of the financial adjustments agreed upon.

Idem.

Réglementation.

27. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement,

27. The Lieutenant-Governor in Council, by regulation, may:

Regulations.

a) désigner les associations d'enseignants pour lesquelles les services d'un enseignant constituent une fonction visée par la présente loi et en déterminer les conditions;

(a) designate the teachers' associations for which a teacher's services constitute a position contemplated by this act and determine the conditions thereof;

b) fixer les conditions auxquelles un enseignant qui poursuit des études spécialisées, ou qui enseigne temporairement sous une autorité avec laquelle une entente n'a pas été conclue en vertu de l'article 26, est censé occuper une fonction visée par la présente loi;

(b) fix the conditions upon which a teacher engaged in specialized studies, or who teaches temporarily under an authority with whom no agreement has been made under section 26, shall be deemed to hold a position contemplated by this act;

c) déterminer ce qui constitue l'infirmité corporelle ou mentale qui rend un enseignant incapable d'exercer ses fonctions ordinaires.

(c) determine what constitutes a physical or mental infirmity which renders a teacher unable to perform his ordinary duties.

Publication.

Tout règlement en vertu du présent article est publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

Every regulation under this section shall be published in the *Quebec Official Gazette*.

Publication.

Conseil consultatif.

28. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut former un conseil consultatif

28. The Lieutenant-Governor in Council may establish an advisory council

Advisory council.

auquel il peut soumettre toute question relative à l'application de la présente loi.

Années de service antérieures au 1^{er} juillet 1965.

29. Tout enseignant a droit de faire compter, pour fins de pension, les années de service que, le 1^{er} juillet 1965, il avait droit de faire compter pour fins de pension en vertu de la huitième partie de la Loi de l'instruction publique aux conditions qui y sont prescrites.

Dispositions applicables.

La durée du service, la rémunération et le montant des retenues à l'égard de ces années de service sont déterminés suivant les dispositions de ladite huitième partie.

Année scolaire 1964-65.

Toute personne qui a droit de faire compter pour fins de pension l'année scolaire 1964-65 est, nonobstant l'article 1, réputée un enseignant tant qu'elle continue d'occuper l'emploi dont découle ce droit.

Pensions, etc., payables en vertu de S. R., c. 235, 8^{ième} partie.

30. Les pensions, demi-pensions et pensions différées payables en vertu de la huitième partie de la Loi de l'instruction publique deviennent des pensions, demi-pensions et pensions différées payables en vertu de la présente loi.

Retenues remboursables.

31. Les retenues faites en vertu de la huitième partie de la Loi de l'instruction publique et les montants versés pour en tenir lieu donnent droit à remboursement comme des retenues faites en vertu de la présente loi.

Exception.

Toutefois, ces sommes ne sont pas remboursables à celui qui a moins de cinq ans de service s'il n'a pas occupé de façon continue, jusqu'au 1^{er} juillet 1965, une fonction visée par ladite huitième partie.

Conseil de la trésorerie.

32. Aux fins des articles 29, 30 et 31, le Conseil de la trésorerie est substitué à la commission administrative et en exerce tous les pouvoirs.

Décision déclarée valide.

La décision de la commission administrative à l'effet que 90 jours de classe constituent une année d'enseignement est déclarée valide.

S. R., c. 235, aa. 519 à 559, ab.

33. Sous réserve des articles 29 à 32, la huitième partie de la Loi de l'instruction

to which he may refer any matter respecting the application of this act.

29. Every teacher may have counted for pension purposes the years of service to which, on the 1st of July 1965, he was entitled for pension purposes under Part VIII of the Education Act, on the conditions prescribed therein.

Service before July 1, 1965.

The duration of service, the remuneration and the amount of the deductions in respect of such years of service shall be determined in accordance with the said Part VIII.

Provisions to apply.

Any person who is entitled to have the school year 1964-65 counted for pension purposes shall, notwithstanding section 1, be deemed a teacher as long as he continues to hold the employment from which such right is derived.

School year 1964-65.

30. The pensions, half pensions and deferred pensions payable under Part VIII of the Education Act shall become pensions, half pensions and deferred pensions payable under this act.

Pensions, etc., under R. S., c. 235, Pt. VIII.

31. The deductions made under Part VIII of the Education Act and the amounts paid in lieu thereof shall give right to reimbursement as deductions made under this act.

Reimbursement of deductions.

Nevertheless, such sums shall not be repayable to any person who has had less than five years of service if he has not held continuously, until the 1st of July 1965, a position contemplated by the said Part VIII.

Exception.

32. For the purposes of sections 29, 30 and 31, the Treasury Board shall be substituted for the administrative commission and shall exercise all its powers.

Treasury Board.

The decision of the administrative commission that 90 teaching days constitute one year of teaching, is declared valid.

Decision declared valid.

33. Subject to sections 29 to 32, Part VIII of the Education Act is repealed.

R. S., c. 235, ss. 519-559, repealed.

tion publique est abrogée (Statuts refon- (Revised Statutes, 1964, chapter 235, sec-
dus, 1964, chapitre 235, articles 519 à tions 519 to 559).
559).

Effet

34. La présente loi a effet à compter
du 1er juillet 1965.

34. This act shall have effect from the 1st of July 1965. Effect of
act.

Entrée en
vigueur.

35. La présente loi entre en vigueur
le jour de sa sanction.

35. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming
into force.